

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75 861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Conseil des ministres

VIOLENCE ET QUADRILLAGE POLICIERS

Conseil, extraordinaire qui plus est, sur la question de la violence : il s'agissait de définir des mesures pour mieux veiller sur la « sécurité des Français ». C'est qu'en effet les Français, par les temps qui courent, ne se sentent guère en sécurité : celle de l'emploi est fort précaire ; celle de pouvoir se nourrir, se vêtir et se loger ne l'est pas plus, pour la grande masse des Français bien sûr, pas ceux qui continuent sans problème à étaler leur luxe et à profiter de la sécurité que leur offre de ce point de vue la société capitaliste !



Les mesures du gouvernement préparent l'opinion à une répression de masse encore plus violente qu'en 1968.

Mais M. Peyrefitte nous dit que chômage et coût de la vie sont maintenant des préoccupations secondaires pour les Français.

Il ne parle pas non plus de l'absence de sécurité dans le travail qui sème la mort dans les rangs du peuple travailleur. Il parle du problème de la violence. Mais de quelle violence parle-t-il ?

De celle des milices patronales, genre CFT, qui abattent Pierre Maitre à un piquet de grève ? De celle des groupuscules télécommandés par le pouvoir lui-même qui assassinent, sans être jamais châtiés ni même retrouvés, nos frères immigrés ? Non bien sûr !

Il ne parle pas non plus de celle des bandes de CRS, entraînés à briser les manifestations et à semer la mort aussi : Malville n'est pas si loin ! Les CRS, il est au contraire question de les renforcer !

M. Peyrefitte glisserait-il au moins quelques mots sur ses flics tellement zélés que la liste de leurs méfaits n'est à la portée d'aucune bande de truands en ce pays ? Il en est un peu responsable. Mais non !

Il laisse ce soin à cette sinistre association intitulée « Légitime défense » dont une éminente responsable, Mauricette Lamour, ne trouve rien d'anormal à ce qu'un policier tire sur un adolescent et le tue sous le

seul prétexte qu'il a peur et a essayé de s'enfuir : « Moi, quelqu'un qui fuit, je trouve ça anormal. Il n'avait qu'à ne pas fuir. C'est de sa faute. Il s'est conduit bêtement ». Voilà ce qu'en pense cette honorable personne ! Ces gens-là sont, en effet, dangereux mais ce n'est pas d'eux non plus que parle M. Peyrefitte.

M. Peyrefitte parle un peu des truands : dans un système pourri comme le système capitaliste, la pègre existe en effet ! Mais ce ne sont pas les policiers répandus dans le métro ou quadrillant les quartiers populaires qui permettent l'arrestation de ceux du casse de Nice ou de Strasbourg (ils courent toujours), ni même de Maupeit !

Or, s'il est une mesure parmi celles que nous promet le gouvernement qui a toute chance d'être appliquée, c'est bien le renforcement des effectifs et du quadrillage policiers.

Si vous courez un soir dans la rue, vous aurez d'autant plus de chance de tomber sur un flic qui trouvera ça anormal.

La voilà la sécurité que nous promettent Giscard et Peyrefitte et que réclament d'ailleurs unanimement tous les grands partis de la

majorité ou de l'opposition.

C'est en fait l'insécurité pour notre peuple, la prépa-

ration à la répression de masse, en prévision des grandes luttes à venir.

● Centre de tri de Créteil occupé UN DEMI-MILLION DE PAQUETS EN SOUFFRANCE

Depuis trois mois, les postiers du centre de tri de Créteil luttent contre le licenciement de leur camarade vacataire, François Llamas, qu'ils imposent au travail.

Suite à sa convocation au commissariat de police, 50, puis 200 postiers occupent la direction départementale du Val-de-Marne, le 27 janvier au soir. Il ne faut pas moins de 1 h 30 aux flics pour les expulser un à un après un encerclement de la direction par huit cars et bouclage du carrefour Pompadour par les CRS. L'occupation du CTA est décidée le samedi 28 à 2 h du matin (voir HR No 816 du 31 janvier 1978). Après trois jours d'occu-

pation, devant la détermination des postiers du centre de tri de Créteil, les unions régionales parisiennes CGT et CFDT des postaux décident, en début d'après-midi, d'appeler à un rassemblement régional au centre de tri de Créteil pour le lendemain mardi 31 à 15 h.

Le mardi matin, l'UR-CFDT fait distribuer un tract (daté du 28 janvier) n'appelant à aucun rassemblement. Quant à l'UR-CGT, elle appelle en « dernière heure », à la fin d'un tract, au rassemblement en omettant (!) la date et l'heure de celui-ci sur la grande majorité des tracts.

Voilà un soutien qui s'annonce bien ! Sont bien évidemment au courant, en

Dans notre prochaine édition

L'UNION OUVRIERE ET
PAYSANNE POUR LA
DEMOCRATIE
PROLETARIENNE

présentera

QUATRE PAGES COMMUNES

A NOTRE JOURNAL ET

AU « QUOTIDIEN DU PEUPLE »

MANIFESTATION

CONTRE LA RÉPRESSION EN TUNISIE

SAMEDI 4 FEVRIER

14 H 30

BARBES, PARIS 18e

A l'initiative du Collectif de soutien aux luttes populaires en Tunisie :

- Pour la levée immédiate de l'état d'urgence et du couvre-feu en Tunisie.
- Pour la libération inconditionnelle de tous les emprisonnés, syndicalistes, manifestants, ainsi que tous les prisonniers politiques.
- Pour une UGTT autonome et combative.

Solidarité avec la juste lutte du peuple tunisien, classe ouvrière en tête, contre l'impérialisme et son valet, le régime destourien !

Les organisations suivantes appellent avec le Collectif de soutien aux luttes populaires en Tunisie à la manifestation : CSPUGET - Le Travailleur tunisien - El Moujaher - MTA - UGTSF - UTIT - AMF - Parti Baas socialiste arabe - GUPS - Étudiants irakiens - CUFU - Comités Palestine de France. Soutenue par l'Humanité rouge, le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCRml) et OCT.

premier lieu, les militants PC ou PS ! Quant à la masse des syndiqués et des postiers, mis à part ceux qui ont extorqué l'information aux dirigeants, ils l'apprendront sans doute le lendemain !

Donc, à 15 h, nous sommes environ 500, alors que nous devrions être au moins le double sinon le triple, comme le font remarquer avec justesse certains postiers.

Le centre de tri de Créteil sur lequel flottent drapeau rouge et banderoles, est prêt à prévenir à toute agression policière. Des postiers du Val-de-Marne et des autres départements de banlieue, des bureaux-gare

parisiens (PLM, Nord, Saint-Lazare, Brune, etc.) et des centraux parisiens (RP, Paris 11e, 15e, etc.) sont là, mais en fait la masse des postiers de la région parisienne est bien peu représentée, et pour cause !

Le ton du meeting est très vite donné. L'intervention des délégués CGT, puis CFDT du CTA (centre de tri automatique) est un appel pressant à la mobilisation des postiers de la région parisienne et de la population devant le danger de pourrissement du mouvement joué par l'administration qui, apparemment, a renoncé provisoirement à envoyer ses flics.

(Suite page 4)

● Rhodésie

Négociations et lutte armée

Actuellement, se déroule à Malte une conférence sur la Rhodésie regroupant les dirigeants du Front patriotique, Robert Mugabe et Joshua Nkomo, et les représentants des USA et de la Grande-Bretagne. Mardi, les négociations entraient dans une nouvelle phase.

Jusqu'à présent, les propositions concrètes avaient été faites par les USA et la Grande-Bretagne: Un plan dit anglo-américain prévoyait le transfert progressif du pouvoir à la majorité noire par le suffrage universel.

La transition prévue était de six mois durant lesquels le pouvoir serait transféré à une administration provisoire dirigée par un commissaire résident britannique. Une imposante force des Nations Unies devait surveiller l'application du cessez-le-feu et maintenir les liaisons avec les forces armées de Sa-

lisbury actuelles et les forces de libération nationale. En septembre, les négociations furent interrompues, le Front patriotique refusant ces modalités qui revenaient à céder une grande part du pouvoir aux impérialistes britanniques et américains.

Mardi, c'est sur ces points que les discussions ont eu lieu mais cette fois, le Front patriotique possédait son propre plan.

Les grands principes sur lesquels les dirigeants du Front patriotique restent fermes sont les mêmes que ceux qui avaient abouti au refus du plan anglo-améri-

cain en septembre, à savoir 1) le refus d'accepter un commissaire britannique désigné et chargé seule du pouvoir exécutif pendant la période de transition, 2) pour le démantèlement de l'armée et des forces de sécurité rhodésiennes, 3) le refus de la présence d'une force des Nations Unies qui aurait pour tâche de surveiller l'application du cessez-le-feu jusqu'à l'indépendance.

Selon des sources proches de la conférence, le Front patriotique proposerait que les négociations s'engagent sur les trois points suivants et dans cet ordre: période de transition, cessez-le-feu et indépendance.

Selon les mêmes sources, le Front patriotique envisagerait que le cessez-le-feu soit signé par les forces

Une centaine d'anciens membres de la légion étrangère française combattent au sein d'une unité spéciale de l'armée rhodésienne, annonce mardi le « Guardian ».

Selon le quotidien britannique, qui cite des sources diplomatiques, les anciens légionnaires ont été placés sous le commandement de deux officiers arrivés à Salisbury il y a trois mois et forment une unité séparée de l'infanterie légère rhodésienne, spécialisée dans les opérations de commando en première ligne.

Le journal britannique, qui affirme que deux à trois cents autres légionnaires sont attendus à Salisbury, déclare que ces hommes ont été recrutés principalement à Lyon, en France, par voie de petites annonces. Cette unité, poursuit le « Guardian », aurait d'abord été basée à Bindura, au nord-est de la Rhodésie, avant d'être transférée à Mount Darwin, une importante base militaire de la région Nord-Est.

patriotiques d'un côté et les Britanniques et les colons de l'autre. Une nouvelle armée serait ensuite formée. Un organe exécutif commun

serait chargé d'exercer les pouvoirs pendant la période de transition, de préparer les élections et l'accession à l'indépendance.

On ne sait pas à l'heure actuelle où en sont les négociations qui ont dû se terminer mercredi.

Mais négociations ne veut pas dire arrêt de la guérilla. De récents communiqués de guerre font état du développement des victoires de la lutte armée. Le 7 janvier, les combattants de la liberté ont déclenché une attaque contre les troupes racistes rhodésiennes et détruit une base militaire à Njamoroko, au nord-est du pays.

L'attaque n'a duré que deux heures mais plusieurs véhicules, et un campement ennemi ont été détruits et les troupes racistes ont eu de lourdes pertes. Le rapport de force évolue toujours en faveur des forces armées du peuple zimbabwe, ce qui explique l'empressement des impérialistes pour tenter de résoudre au plus vite le problème de la Rhodésie.

Conférence du désarmement de Vienne

CONTRE LA PRESIDENCE DE L'URSS ET DES USA

Cette conférence se déroule sous la co-présidence de l'URSS et des États-Unis, c'est à dire sous la présidence des deux superpuissances qui ne cessent de développer leur armement. De nombreux pays la remettent en cause. La Suède et le Mexique ont demandé mardi que cette co-présidence soit supprimée car elle fait obstacle à la participation de la Chine et de la France. Le Mexique a proposé une présidence assurée à tour de rôle par les pays non-nucléaires.

La Chine refuse de participer à cette conférence qui n'est que de la poudre aux yeux, qui tend à faire croire que les deux superpuissances sont pour la détente, alors que dans les faits, ils mènent une course effrénée aux armements. La France refuse depuis 1962 de s'associer à cette conférence: elle propose d'en modifier les procédures, la composition, et les objectifs.

Quant aux États-Unis et l'URSS, ils entendent, face aux pays neutres et non-alignés, pour réclamer un statut qui leur permet de garder les mains libres. Pour toute justification, les deux superpuissances ont déclaré que c'était la garantie d'efficacité de la conférence. Un fait certain, c'est que cela garantit leur hégémonie et c'est effectivement le rôle objectif qu'a joué jusqu'à présent cette conférence en faisant croire à la possibilité d'une « détente » entre ces deux pays impérialistes.



Combattants de la liberté à l'entraînement.

● Somalie

Le gouvernement de Mogadiscio a rappelé le dernier contingent d'étudiants somaliens encore en URSS. Ils sont environ 400 et devraient regagner leur pays d'ici trois semaines au plus tard...

● Nicaragua

Des manifestations contre le régime du dictateur Somoza, parfois accompagnées de heurts violents, se sont poursuivies mardi dans tout le Nicaragua, après les affrontements survenus le même jour à Matagalpa et qui ont fait un mort et douze blessés dont deux grièvement.

Dans l'ouest du pays, à Leon, les manifestations antigouvernementales ont également eu lieu et des coups de feu ont été tirés contre les manifestants. Presque toutes les banques

et les cliniques privées sont fermées et près de 90 % des magasins et entreprises industrielles restent en grève. Les radios ont reçu l'interdiction de donner des informations sur la grève générale qui paralyse tout le pays, plusieurs radios se sont alors réfugiées dans les églises d'où elles continuent à commenter les dernières nouvelles.

Les manifestants ont très bien accueilli les mesures prises au Venezuela pour suspendre les fournitures de pétrole au Nicaragua.

● Japon

A la suite de la désintégration du Cosmos 954 au-dessus du Canada, plus de cent survivants des explosions survenues le 24 janvier au Japon ainsi que des syndicalistes ont manifesté mardi à Hiroshima pour protester contre les

satellites nucléaires américains et soviétiques.

Le secrétaire général du conseil du travail de la préfecture d'Hiroshima a lancé, un appel pour l'interdiction de tous les satellites nucléaires. Cet appel a été envoyé sous forme de lettre aux ambassades américaine et soviétique à Tokyo.

● URSS

La police soviétique a tenté vendredi soi, d'arrêter dans la rue M. Vladimir Klebanov, un des ouvriers contestataires qui souhaitait créer un « syndicat libre » en URSS, mais « des camarades de combat » et des passants l'en ont empêché, affirme un communiqué de ses amis remis samedi à des correspondants étrangers à Moscou.

Un autre supporter d'ouvriers constataires, M. Piotr Reznichenko, d'Odesse, a été arrêté dans la

rue et détenu pendant une semaine par la police de Moscou, ajoute le communiqué signé par vingt membres du groupe.

M. Vladimir Klebanov, ancien mineur du Donbass, est l'un des dirigeants du groupe d'ouvriers et d'ingénieurs soviétiques, refusant l'étiquette de « dissidents », qui avait annoncé jeudi à Moscou qu'ils voulaient créer un « syndicat libre ». Ils avaient affirmé que deux cents personnes environ avaient manifesté par écrit leur désir d'adhérer à ce syndicat « de défense des droits des travailleurs en Union soviétique ».

M. Klebanov a été détenu à plusieurs reprises ces dernières années et interné pendant quatre ans dans un hôpital psychiatrique pour avoir dénoncé notamment les mauvaises conditions de travail et de sécurité dans la mine du Donbass où il travaillait et dont il avait été licencié.

L'Union générale des étudiants de Tunisie

(comité de section provisoire de Paris)

organise

MEETING

Jeu 2 février à 20h 30

Maison du Canada Mo Cité universitaire

Levée de l'état d'urgence et annulation des lois d'exception!
Suppression du quadrillage policier et militaire!
Annulation de toutes les arrestations et les procès iniques!
Levée de l'encerclement des organisations syndicales et respect des libertés!
Satisfaction des revendications ouvrières et populaires!

Une semaine de télévision

Dimanche 5 février A2 21h40

«Un homme un jour» :

Jiri Pelikan

Cet homme adhère au Parti communiste de Tchécoslovaquie en 1939. Membre du Comité central de ce parti il en sera exclu après le « Printemps de Prague ». L'homme nous intéresse moins que le témoignage qu'il peut apporter sur l'invasion de la Tchécoslovaquie par les chars russes.

Ce que la bourgeoisie appelle « Le printemps de Prague » ne fut en rien un mouvement prolétarien et ne fut pas une tentative pour restaurer la dictature du prolétariat. Conduite par des démocrates de la nouvelle bourgeoisie tchécoslovaque, ce mouvement canalisa durant quelques mois l'opposition très large à la présence oppressive de l'impérialisme russe et aussi l'opposition à la dictature ouverte, fasciste, de celui-ci.

L'occupation de la Tchécoslovaquie est l'un des événements les plus importants de ces dix dernières années car il a mis à nu pour la première fois la nature impérialiste de la Russie de Brejnev.

Un témoignage qui ne manquera donc pas d'intérêt dimanche sur Antenne 2.

Mardi 7 février A2 20h35

«Les dossiers de l'écran»

Louis XI

Cette émission historique est consacrée à l'un des rois certainement les plus importants de l'histoire de France.

Fils de Charles VII, Louis XI entra d'abord en conflit avec son père dont il désapprouvait la politique d'apaisement avec les Anglais, et à qui il reprochait d'avoir livré Jeanne d'Arc.

Une fois roi, Louis XI entreprit patiemment d'unifier le pays contre les autres féodaux qui luttèrent chacun pour garder leur fief. Le premier, Philippe Auguste avait réussi une telle œuvre par le feu et l'épée. On lui doit en particulier la sauvage répression de l'Occitanie. Après Philippe Auguste, le pays fut de nouveau divisé. Louis XI parviendra définitivement à unifier la France et à établir un régime féodal centralisé. Il prépara la monarchie absolue et centralisée et favorisa le développement économique du pays par cette réunification. Contre des adversaires très puissants tels Charles le Téméraire, Louis XI utilisa une politique très habile, agit par la ruse plutôt que par la guerre. Sous son régime le peuple connaissait une très grande misère.

Mercredi 8 février TF1 21h55

«L'adaptation» des Antillais

à Paris

300.000 Guadeloupéens, Martiniquais se trouvent en France, chassés par le colonialisme qui ruine l'économie de leur pays. Le chômage y atteint des proportions extrêmement élevées, les usines ferment, les salaires sont très bas. La Guadeloupe et la Martinique et leurs habitants connaissent le sort misérable de toute colonie.

En France, déracinés, en butte au racisme, ils travaillent dans les PTT, les hôpitaux. Ce sont essentiellement des jeunes.

Cette émission sera l'occasion pour eux d'exprimer leur colère contre le colonialisme et leur désir de retourner vivre et travailler chez eux.

Jeudi 9 février A2 20h30

«Giscard face aux journalistes :
le désarmement»

Un précédent conseil des ministres a fait le point sur politique de la bourgeoisie au pouvoir sur cette question très importante. Jeudi, Giscard répondra aux journalistes sur ce thème. La politique gouvernementale tient compte des dangers que fait courir au monde la course aux armements à laquelle se livrent les deux superpuissances. Giscard préconisera aussi un désarmement de l'Europe « de l'Atlantique à l'Oural ». Par là, il s'oppose au désarmement préconisé par l'URSS consistant à conserver son avantage militaire sur les autres pays européens. En attendant ce désarmement véritable, qui ne pourra avoir lieu qu'une fois l'impérialisme supprimé de la surface du globe, (ce que ne dira évidemment pas Giscard) le chef de l'État affirmera la nécessité de conserver l'arme nucléaire, ainsi de développer la Défense nationale (évidemment bourgeoise).

Espionnage soviétique**QUATRE ESPIONS
EN JUGEMENT**

Dernière minute : les espions du réseau Fabiew ont été condamnés mercredi à de lourdes peines allant de 8 à 20 ans de détention criminelle.

Depuis lundi, quatre espions accusés d'avoir transmis des renseignements à l'Union soviétique, comparaissent devant la Cour de sûreté de l'État. Leur réseau avait livré des renseignements sur le Concorde, divers plans d'avions, des renseignements sur les forces nucléaires françaises et les activités de l'OTAN.

Le principal accusé, Serge Fabiew, PDG d'une entreprise des Yvelines, a organisé, en 1962, ce réseau pour le compte du GRU (Service de renseignements militaires, dépendant de l'Union soviétique). Les Russes avaient, semble-t-il, des raisons de lui faire confiance puisqu'ils avaient mis à sa disposition un matériel spécial à n'utiliser qu'en temps de guerre pour

communiquer avec Moscou.

La défense de Fabiew se base sur le fait qu'étant d'origine russe, il était « tenu » par les Soviétiques. Il prétend qu'à partir du moment où il a été naturalisé en 1967, il aurait mis son réseau en sommeil. Il cite à l'appui de cette argumentation des messages de reproche envoyés par le GRU depuis cette époque.

Toujours est-il que les Russes avaient bénéficié d'un certain nombre de renseignements grâce à un réseau ingénieusement conçu. Ainsi, Marc Lefèvre, 51 ans, ingénieur électronicien, à Honeywell Bull, était bien placé pour fournir, moyennant rétribution, des renseignements concernant, entre autres, les mis-

siles.

Ferrero, coursier d'un général italien, ayant accès aux secrets de l'OTAN, doublait ses mensualités grâce aux renseignements qu'il vendait. En outre, il avait

demandé à l'avance le « grade de lieutenant de l'Armée rouge ». Ce procès montre bien la réalité de l'espionnage soviétique dans notre pays, comme dans le reste du monde.

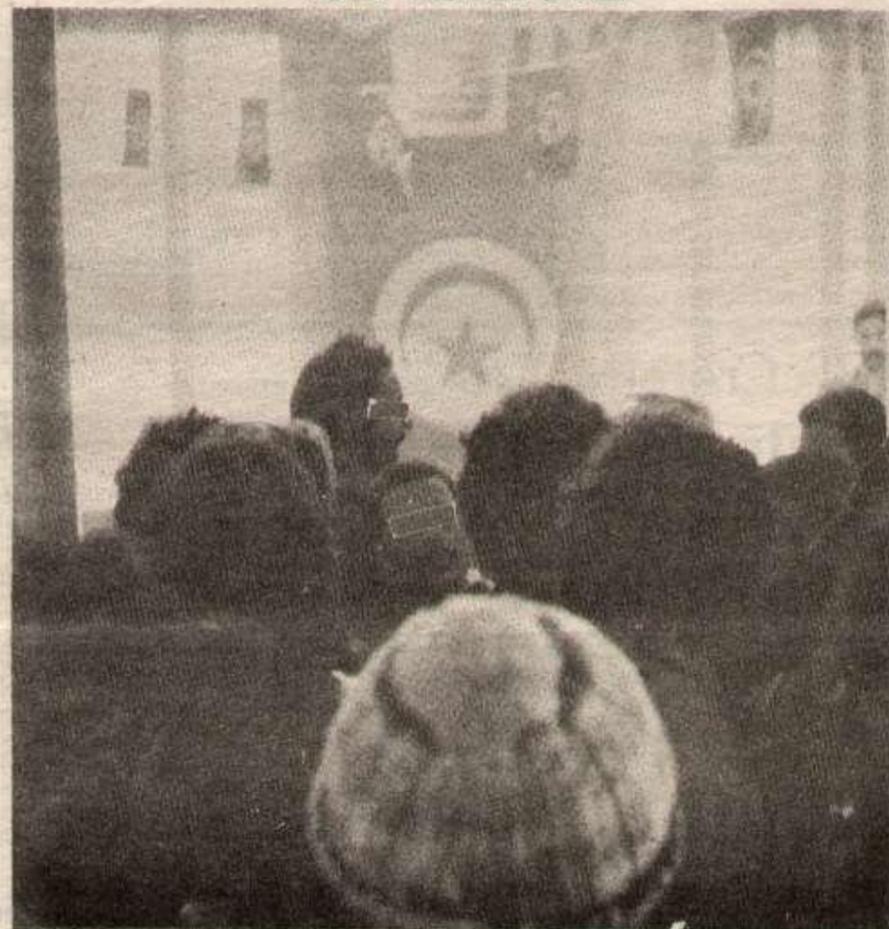
Qu'est-ce que le GRU ?

Service de renseignements militaires, distinct du KGB et placé sous la direction de l'armée soviétique, le GRU regroupait environ 3 000 officiers triés sur le volet, Russes ou Ukrainiens exclusivement, et membres du parti révisionniste soviétique.

Mille d'entre eux seraient envoyés à travers le monde

sous une couverture officielle dans les ambassades et les consulats.

Outre une section chargée de l'espionnage par satellites, le GRU possédait un service d'interception-radio à partir de postes installés en URSS, dans les ambassades, mais aussi sur les fameux navires et chalutiers-espions.

Grenoble**OCCUPATION DU CONSULAT
DE TUNISIE**

L'occupation du consulat de Tunisie à Grenoble.

Vendredi 27 janvier, le consulat de Tunisie donnait une soirée culturelle à « Alpexpo », palais des congrès de Grenoble. Des militants de « El Mouhajer » et de l'UGET ont alors voulu intervenir à l'entrée avec un mégaphone pour dénoncer la répression gouvernementale féroce de ces derniers jours.

Des barbouzes du consulat les ont attaqués, blessant légèrement quatre d'entre eux.

Suite à ces événements, les militants tunisiens ont décidé d'occuper le consulat le dimanche 29 janvier pour rendre publique une motion condamnant la répression. Une quarantaine de personnes dont quelques Français ont ainsi pénétré

lat les ont attaqués, blessant légèrement quatre d'entre eux.

dans le consulat. La police prévenue immédiatement a envoyé trois estaffettes pour boucler l'immeuble. Les militants se retiraient vers midi en chantant des chants révolutionnaires tunisiens, passant « la tête haute » devant les policiers. La délégation s'est ensuite dispersée. Une manifestation aura sans doute lieu dans les jours qui viennent.

Le Collectif contre la prison d'Arenc a décidé une marche nationale sur Arenc (Marseille), le 11 février. Cette marche sera précédée le matin d'un gala dans une grande salle de Marseille.

BLOC-NOTE**Marche sur
la prison
d'Arenc le
11 février**

Rappelons que la police emprisonne arbitrairement dans la prison clandestine d'Arenc (ainsi que dans d'autres prisons des travailleurs immigrés qu'elle a décidé d'expulser.

Le Collectif contre la prison d'Arenc a décidé une marche nationale sur Arenc (Marseille), le 11 février. Cette marche sera précédée le matin d'un gala dans une grande salle de Marseille.

« Un collectif de soutien et d'appel à la marche » a été constitué pour la région parisienne. Ce collectif se propose d'organiser un meeting préparatoire le mardi 7 février à 20 h 30 au 44, rue de Rennes (Paris 6e).

Il organise d'autre part, des départs groupés en cars pour la marche du 11 février. Les locations et tout autre renseignement, pourront être pris à la permanence mise en place au 14, rue de Nanteuil (Paris 15e) tel : 531 43 38 de 18 h 30 à 20 h le vendredi 3 février et du lundi 6 au vendredi 10 et de 15 h à 17 h le samedi 4 février.

Le Collectif vous invite à sa prochaine réunion qui aura lieu le samedi 4 février à 15 h au 14, rue de Nanteuil.

D'après un communiqué de presse de collectif de soutien et d'appel à la marche nationale d'Arenc.

Metz

Réunion publique du comité de soutien Sonacotra
Dimanche 5 février de 14 h à 20 h à la Maison rouge, rue de Coëlosquet

Participation de membres du Comité de coordination.

Table de presse, musique, buvette, casse-croute.



Lettre d'une camarade

Exclue de la CGT !

L'Épée, une horlogerie de 350 personnes, à Sainte-Suzanne, près de Montbéliard (Doubs).

Il y a deux syndicats, la CFDT majoritaire, et la CGT. J'avais participé à un stage syndical à l'union locale CGT de Montbéliard en octobre 1977.

A ce stage, j'avais présenté, sur tous les thèmes traités, la ligne des marxistes-léninistes, ce qui m'avait attiré la sympathie de pas mal de stagiaires (Voir HR Bimensuel No 19) et la haine des bonzes qui n'avaient pas pu m'insulter devant tout le monde...

Puis, il y avait eu une réunion de syndiqués CGT-

L'Épée, pour préparer la grève nationale du 1er décembre. J'y étais venue avec une ouvrière très ancienne, et toutes les deux, nous nous étions opposées à ces grèves-bidons. Pour toute réponse, des insultes.

La grève du 1er décembre a été chez nous comme ailleurs un échec. Dans mon atelier, pas un seul gréviste... (Pour information, 250 grévistes sur les 35 000 ouvriers du Peugeot-Sochaux !!!)

Quelques jours après le 1er décembre paraissait un bulletin du PCMLF «La Pendulette», portant sur cette grève du 1er décembre.

Les réactions furent vives de part et d'autre. Dans

mon atelier, les femmes étaient contentes qu'on ose dire publiquement un avis opposé à celui de la droite et de la gauche.

Alors que j'étais collectrice, on ne me donna plus mon timbre.

A une réunion des syndiqués en janvier, je réclamais mon timbre. Le PCF me dit que je n'y avais plus droit parce que je n'étais pas d'accord avec la CGT. J'expliquais pourquoi je m'opposais non à la CGT mais au PCF, à sa ligne réactionnaire, à son Programme commun bourgeois.

Ce fut une avalanche d'arguments du genre : «La Commune de Paris, merci,

on n'en veut plus !», «Les mitraillettes, on te les laisse, on a nos gosses», (moi aussi) «La revendication de suppression du salariat, ça date de 1895, on a évolué depuis !» (mais le capital existe toujours).

Et cette semaine, des syndiqués CGT m'avertissent que le PCF faisait circuler derrière mon dos un tract mensonger pour m'exclure du syndicat (voir fac-similé). Ces méthodes crapuleuses ont profondément écœuré toutes les syndiquées de mon atelier. Même si celles qui avaient n'abordaient jamais de sujets politiques, disent maintenant que la gauche et la droite, c'est la même pourriture.

Il est vrai que chacun à la CGT est libre d'avoir ses opinions, a le droit de les exprimer. Mais lorsque l'on est en complet désaccord avec elle, lorsqu'on l'a salit, alors que depuis des dizaines d'années ses militants ont peiné, ont subi la répression, sont morts souvent pour en définitive défendre les intérêts des travailleurs, sans prétendre à autre chose pour eux que l'estime et l'amitié de ceux-ci, il y a un seuil à ne pas dépasser et la moindre honnêteté pour Solange aurait voulu que nous n'en arrivions pas là et qu'elle parte d'elle-même.

Nous voulons que cette affaire soit faite dans toutes les règles de la démocratie. Nous nous adressons à tous nos syndiqués pour qu'ils donnent leur avis. L'on ne pourra pas dire ensuite que c'est une minorité qui a décidé.

Nous te demandons donc de mettre sur un bout de papier (cela sera anonyme).

- OU JE SUIS D'ACCORD AVEC L'AVIS DES SYNDIQUES PRESENTS A LA REUNION.

- NON JE NE SUIS PAS D'ACCORD.

Tu comprendras que nous y attachions beaucoup d'importance.

SYNDICAT CGT - L'EPEE

Il n'y a pas eu de vote lors de la réunion dont il est question dans ce tract !

● Centre de tri PTT. Créteil CTA Contre un licenciement les postiers renforcent l'occupation !

(Suite de la page une)

Que proposent les responsables régionaux :

Pour l'UR-CGT, Delugin fait un discours tonitruant et démagogique terminant par : « *Segard licencié, licenciés Segard en mars 1978* ». Le tour est joué, ou comment d'une lutte classe contre classe (semblable à celle du Landy (centre de tri), en mai 1977, (voir HR no 685 du 11 mai 77), dénoncée alors par la CGT comme provocation), on arrive à une récupération électoraliste pour le compte de l'ex-union de la gauche !

Quant à Prévot de l'UR-CFDT, il ne lui reste plus qu'à noyer le poisson : discours creux, sans proposition concrète, sinon une vague journée d'action dans le Val-de-Marne, le 8 février.

Suit la présentation des élus de la gauche, du maire

PS de Créteil et du président PCF du conseil général du Val-de-Marne.

Les dirigeants syndicaux pour qui « *ce ne sont pas les masses qui font l'histoire, mais les personnalités* » n'arrivent qu'à faire applaudir maigrement ces représentants de la bourgeoisie de gauche. Ils en oublient même de remercier les postiers présents pour leur solidarité.

Heureusement Llamas l'a fait quelques instants auparavant. Ce rassemblement qui aurait dû être un véritable lieu de discussions et de propositions, d'extension de la solidarité et de la lutte entre tous les postiers présents, a été détourné de ce but par les directions syndicales CGT et CFDT, en véritable mascarade publicitaire pour les partis de l'ex-union de la gauche,

PCF en tête.

Un certain nombre de postiers de Créteil-CTA sont conscients de cet état de fait et ne se font aucune illusion sur les véritables intentions des dirigeants syndicaux PCF, PS-PSU et de leurs larbins trotskistes (qualifiés par eux d'organisations soi-disant révolutionnaires).

Après trahisons des directions syndicales au Landy, au PLM et à Paris RP, l'issue victorieuse à Créteil dépend avant tout du renforcement de la grève, du développement de la solidarité des travailleurs, à la base.

Déjà, des travailleurs de Créteil, en particulier ceux de l'ANPE et du CFPA, tout proches, sont prêts à les épauler en cas d'intervention policière.

Les postiers des centres de tri de la région parisienne restent vigilants. Ils

refusent, comme la brigade A de la 5e division de Paris RP, le 31, de trier le courrier traité d'habitude par Créteil CTA.

Soutenons concrètement les postiers de Créteil CTA en passant les voir : centre de tri postal Créteil CTA, 2, rue Marc Seguin - Créteil.

Autobus : porte de Charren-ton : 181, station Petites Haies

Train : gare de Lyon PLM - direction Villeneuve-saint-Georges, station Vert-de-Maison.

Par la route : N5 - direction Melun, 500 m environ avant le carrefour Pompadour.

Des postiers parisiens participant au rassemblement régional après discussion avec des grévistes de Créteil CTA

Pourquoi veut-on m'exclure ?

On me dit : « tu salis la CGT ».

Je me suis opposée ouvertement à la dernière grève nationale du 1er décembre. Parce qu'elle avait été décidée par les états-majors syndicaux en vue d'utiliser le mécontentement des travailleurs pour soutenir l'«Union de la gauche et le Programme commun».

Je suis pour les grèves librement consenties, et démocratiquement décidées par les ouvrières, pour les grèves où on se donne les moyens de faire aboutir nos revendications.

On veut m'exclure de la CGT parce que je m'oppose ouvertement au Programme commun de la gauche, (dont le soutien n'a d'ailleurs jamais été débattu dans notre section syndicale).

Le plan Barre, le Programme commun ne transforment pas le système capitaliste ; ils l'aménagent. Ce sont des programmes bourgeois.

Tant qu'il y aura des patrons, il y aura des profits, et aussi les ouvriers qui seront exploités.

La gauche laisse les patrons en place. Je suis donc contre la droite et contre la gauche.

C'est mon opinion ; ai-je le droit de l'exprimer ? Le PCF veut me fermer la bouche dans la CGT : « Adhérez, adhérez, mais taisez-vous ! ».

C'est le PCF qui salit la CGT : pas de démocratie, mais le droit de se taire, aucun débat.

Si on ne se tait pas aujourd'hui, ils vous expulsent des syndicats, et demain, s'ils arrivent au pouvoir ?

Beaucoup d'ouvrières ne veulent plus se syndiquer. Mais ce n'est pas la solution. Le syndicat doit appartenir aux ouvrières de toutes opinions. Dans l'organisation des grèves, dans les discussions avec le patron, laisser faire les portes-paroles du PCF, c'est aller tout droit à l'échec.

Pour toutes ces raisons, j'exige ma carte de la CGT pour 1978.

Solange Quéron

(Extrait du tract intitulé «Une exclusion antidémocratique à la CGT» et exigeant la réintégration de l'exclue.

● Paris 19e Entreprise «La Ferroviaire» (chantier de l'Ourcq) Le patron séquestré, cède

Sur ce chantier, le travail consiste à nettoyer les wagons de voyageurs par n'importe quel temps (extérieur et intérieur) pour un salaire dérisoire. 280 ouvriers et ouvrières, pour la plupart immigrées travaillent en 3X8.

Après une grève massive de 11 jours au mois d'octobre, les ouvriers et ouvrières obtenaient l'assurance de 23 jours minimum de travail par mois, la réfection des vestiaires et du réfectoire et des vêtements de travail.

Deux syndicats sont présents dans l'entreprise, la CGT et la CFDT d'implantation récente.

Le 27 janvier, la direction décide de changer un ouvrier d'équipe, visant ainsi à casser progressivement les

équipes et par là-même la vie syndicale. Dès l'annonce de cette nouvelle, l'équipe du matin débraye, suivie par celle de l'après-midi, afin d'obtenir le maintien des équipes.

De multiples discussions ont lieu entre la direction et les délégués CFDT mais ne débouchent sur rien.

Devant l'obstination de la direction, les ouvriers et ouvrières se réunissent en assemblée générale à 14 h et décident la séquestration du patron et du chef de chantier.

Vers 15 h, après une heure de séquestration, le patron prend peur et est contraint d'accepter le maintien de l'ouvrier dans son équipe.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

● Malakoff

Débat sur le nucléaire

Les luttes contre le programme nucléaire gouvernemental aboutissent à une remise en cause de la société capitaliste. Quelle solution nous proposent les partis de gauche, non-engagés sur ce terrain, comme à Malville ? C'était l'un des thèmes de discussion proposé, mardi soir par le comité d'initiative de Malakoff de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, au « Bilboquet », cinéma situé à Paris, place Saint-Germain-des-Près. Une quarantaine de personnes ont assisté à la projection du film

« Malville, état de siège » avant de participer à un intéressant débat.

Le comité d'initiative de Malakoff de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne (UOP) appelle toutes les personnes qui le souhaiteraient à participer samedi à la suite de ce débat qui sera centré sur les propositions que l'on peut faire face à la politique nucléaire de la bourgeoisie. Venez nombreux au cinéma « Bilboquet » (Tel : 22 87 23) Entrée gratuite.

● Hénin-Beaumont (Pas de Calais)

Succès de la pièce

« Octobre Aujourd'hui »

Le samedi 21 janvier, invité par les communistes marxistes-léninistes d'Hénin-Beaumont, le théâtre du Printemps donnait une représentation de sa pièce « Octobre aujourd'hui ».

Une soixantaine de personnes s'étaient déplacées. Preuve, s'il en faut, de l'attrait toujours aussi vivace qu'exerce la Révolution d'Octobre, malgré toutes les calomnies déversées par la propagande bourgeoise et révisionniste.

Avant la représentation, un camarade présenta le spectacle et dit notamment : « L'idéal des communistes

marxistes-léninistes de France n'est en rien différent de celui des Bolchéviques », il souligna aussi l'importance de l'accord réalisé dernièrement entre le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) et le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCRml).

Après la pièce, de nombreuses questions furent posées, montrant l'intérêt des travailleurs pour la campagne commune des marxistes-léninistes et pour l'édification d'un parti marxiste-léniniste unique.

Barre et Mitterrand polémique

ILS SONT DANS LE MEME CAMP

Tous les grands moyens d'information à l'aide desquels la bourgeoisie s'efforce de faire son actualité ont braqué leurs projecteurs sur une question : la gauche va-t-elle accepter de jouer le jeu et de gouverner avec Giscard ?

C'est Giscard lui-même, l'homme des monopoles, qui a choisi de placer de débat sur ce terrain en déclarant, lors de son discours de Verdun-sur-le-Doubs : « Si vous choisissez le Programme commun, il sera appliqué. Ne croyez pas que le président de la République ait, dans la constitution, le moyen de s'y opposer ». Il s'agit, bien sûr, pour lui de favoriser la majorité en cherchant à effrayer une partie de l'électorat de droite tentée cette fois de voter pour la gauche, avec des lendemains incertains. Nous avons, en effet, expliqué, dans notre édition du 1er février, que la constitution lui donnait les moyens, s'il le désirait, de s'opposer à la gauche même si elle acquiert la majorité à l'Assemblée nationale aux prochaines élections.

BARRE POURSUIT L'AVANTAGE

Mitterrand ne pouvait laisser passer cette attaque sournoise de Giscard sans lui répondre. « Si vous croyez qu'en 1978, — a-t-il déclaré, — vous éviterez une difficulté entre le président de la République et l'Assemblée nationale, et si pour cela, vous êtes tentés de refuser votre vote aux candidats de la gauche,

dites-vous bien que vos institutions vous condamnent, un jour ou l'autre, à vous trouver dans cette situation ». Aussitôt Barre d'enfoncer le coin en s'écriant hypocritement « François Mitterrand a enfin jeté le

avaient déjà déclaré publiquement qu'ils étaient prêts à aller gouverner sous la présidence de Giscard « dans le respect de la constitution ». Mitterrand a été amené à renouveler ses promesses à ce sujet et à se défendre publiquement de vouloir écarter Giscard de la présidence. « Rien dans mes propos n'autorise à prétendre que j'aurais affirmé qu'il y a incom-

se de protester de sa soumission à la constitution bourgeoise et de sa bonne volonté pour gouverner sous la direction de Giscard. Or Giscard, tous les travailleurs le savent, c'est le plus éminent représentant des monopoles, leur homme de confiance à la tête de l'État. Accepterait-il de faire une autre politique que celle qui est la mieux adaptée, dans les circonstances actuelles, aux intérêts de la bourgeoisie ? Voilà qui doit éclairer largement les travailleurs sur deux points :

— Le Programme commun que Giscard se dit prêt à appliquer en cas de victoire de la gauche n'est donc en rien inconciliable avec les intérêts des grands monopoles. C'est, comme nous l'avons toujours dit, un programme bourgeois.

— La gauche prétend défendre les travailleurs, mais dans les faits, elle est prête à partager le pouvoir avec Giscard pour avoir des fauteuils de ministres.

Si les grands moyens d'information veulent fixer l'attention sur la gauche, la droite et leurs contradictions, c'est pour borner l'horizon politique à ce choix. C'est faux ! La gauche et la droite sont fondamentalement dans le même camp. Le hoix qui est à l'ordre du jour, aujourd'hui, passe par le rassemblement du maximum de travailleurs contre la gauche comme la droite.



masque. Il vise le sommet... Il n'y a pas de raison que les Français ne fassent pas preuve de bon sens. Pourquoi voulez-vous qu'ils se prononcent sciemment pour le chaos politique ».

PROMESSES D'ALLEGANCE

Marchais et Mitterrand

patibilité entre une majorité de gauche et la présence de Valéry Giscard d'Estaing à l'Élysée » a-t-il déclaré, et encore « Je ne chercherai pas la crise ».

UN MEME CAMP

Ainsi la gauche s'empres-

Indice des prix : 0,3% en décembre

« Maintenant les prix peuvent augmenter »

Il y a peu de temps tous les moyens d'information proches du gouvernement se réjouissaient du « bon indice » de décembre grâce auquel ils allaient pouvoir parler de « réussite du plan Barre » sur l'inflation.

En fait, on annonce ce mercredi toute une série de hausses de prix : l'essence passe à 2,23 F, et le super à 2,42 F, les tarifs SNCF vont augmenter de 5,5 %, le lait augmente de 4 à 5 centimes selon qu'il est écrémé ou entier, les fromages de 3 à 6 %, les yaourts de 6,5 % ; le mobilier augmente de 8 %, etc.

Si ces hausses n'interviennent que le 1er février, c'est qu'elles n'influenceront

pas l'indice des prix avant que les élections soient déjà passées. Les travailleurs savaient déjà que cet indice était truqué ; ils en ont ainsi une preuve supplémentaire. Barre a cherché à se justifier sur TF 1 en déclarant : « Nous ne pouvons pas bloquer les prix. Nous aurons des hausses (...). Elles sont indispensables ».

Voilà au moins qui a le mérite d'être franc ! Les hausses des prix sont indispensables aux capitalistes pour augmenter leurs profits. C'est la raison fondamentale pour laquelle il ne sera possible de juguler l'inflation qu'après avoir mis fin au régime capitaliste, comme nous l'expliquons depuis

longtemps. C'est aussi la raison pour laquelle les partis de gauche mentent effrontément quand ils promettent de supprimer l'inflation s'ils l'emportent aux élections.

D'ailleurs, ils ont déjà été au pouvoir, ils ne peuvent le cacher, ils ont déjà fait leurs preuves, et l'inflation ne s'en est pas moins mal portée, ni les profits capitalistes, au contraire. Et ce sont les travailleurs qui comme toujours, en ont fait les frais. Non, décidément, pour supprimer la hausse des prix, comme tous les autres méfaits du régime capitaliste, il faut supprimer la bourgeoisie, qu'elle soit de gauche ou de droite.

Courrier des lecteurs

Une lectrice du Havre nous envoie quelques informations

L'autre jour, je suis passée à Caen et j'ai observé des affiches curieuses : sur une même affiche, le PS de Caen annonçait un meeting avec Mitterrand et un autre meeting avec Chevènement (ces deux meetings étant à trois jours d'intervalle). Je ne sais pas si cette pratique est générale, mais dans ce cas, elle pourrait indiquer une division assez importante au sein du PS.

Voici maintenant ce qui se passe au Havre. Depuis une quinzaine de jours, une curieuse épidémie s'empare des circuits téléphoniques. De nombreux abonnés constatent des dérangements subits de leurs appareils sans qu'il n'y ait une réparation rapide des services du téléphone. Or, d'après certaines sources, il semblerait que les circuits étant particulièrement encombrés, les services du téléphone, particulièrement zélés pour répondre à une vague de demandes d'abonnements, aient décidé de couper le téléphone à certains abonnés. Chose curieuse qui devient très claire lorsqu'on sait que cette vague de demandes d'abonnements est constituée par les candidats bourgeois aux élections qui veulent équiper leurs suc-

ursales dans les différents quartiers. Les marchands de bonne aventure ont tous les droits.

« Histoire économique des grands pays capitalistes »

Après 1944, « les fruits de la victoire, que le peuple français récolta au prix de son sang, furent rapidement usurpés par la grande bourgeoisie. A ce moment-là, les dirigeants du parti communiste, le premier grand parti de France, jouissant d'une forte influence parmi les masses populaires, appliquèrent de façon erronée une ligne déviationniste de droite, et crurent pouvoir changer la politique de la bourgeoisie et le système capitaliste par la voie parlementaire.

« Aspirant à des postes élevés et à des bons salaires, la clique dirigeante du PCF fit un compromis honteux avec la grande bourgeoisie, rendit les armes et abandonna la lutte armée. Moins de trois ans après, les communistes furent expulsés du gouvernement par les forces réactionnaires et devinrent aussitôt l'objet d'une cruelle répression. Cette erreur historique du PCF est une grave leçon qui doit mettre en garde le prolétariat et les peuples révolutionnaires du monde entier ».

Ce texte est la conclusion du chapitre consacré à la France dans « Histoire économique des grands pays capitalistes », traduit du chinois et publié par les Éditions du Centenaire.

L'exemplaire : 38 F. En vente aux librairies Les Herbes sauvages et la Force du Livre ; et par correspondance à E 100, plus 2 F pour frais d'expédition.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

TOULOUSE

La crise se développe, les luttes aussi

Avec 500 000 habitants, l'agglomération toulousaine est l'une des plus peuplées de France. Toulouse est un grand centre industriel, commercial, administratif et universitaire. Elle est la métropole d'une vaste région essentiellement agricole, la région Midi-Pyrénées, traditionnellement sacrifiée par le capitalisme à servir de réservoir de main d'œuvre. A la ville comme à la campagne, la crise sévit durement. Des secteurs de pointe (aéronautique) aux secteurs traditionnels (bâtiment, confection), il n'est pas un secteur qui ne soit touché.

QUELQUES ASPECTS DE LA CRISE

La crise a permis aux monopoles de restructurer et de concentrer leurs activités. Cela s'est traduit par le chiffre record de 26 000 chômeurs pour le département de la Haute-Garonne, dont la moitié de femmes et le tiers de jeunes de moins de 25 ans. Ces quatre dernières années, uniquement pour la SNIAS (aéronautique),

l'APC (chimie), la CII (informatique), Latécoère (aéronautique) et la CTT (transports urbains), 4 000 emplois ont été supprimés. Dans le bâtiment, une cascade de petites entreprises ont disparu.

La région toulousaine est l'une des régions où les salaires sont traditionnellement bas (ainsi aujourd'hui sur trois emplois proposés par l'agence pour l'emploi, deux le sont à moins de 2 000 F par mois).

Depuis un an, les ouvriers toulousains sont aussi confrontés à la remise en cause des avantages acquis (à l'APC, réduction du nombre d'ouvriers dans une même équipe ; à la CTT, refus d'appliquer les accords conclus sur les augmentations de salaire ; chez Ramonède, mise en place du travail en 2 X 8 pour les fem-

mes). Telles sont brièvement résumées quelques conséquences de la crise que doivent supporter les ouvriers.

LES LUTTES

Depuis plusieurs années, les luttes de la classe ouvrière toulousaine prennent

de l'ampleur.

En 1975, des conflits longs et durs ont eu lieu : chez Berges, dans l'habillement, un mois de grève ; chez Badin, dans la métallurgie, 5 mois de grève. Ces luttes, isolées au départ, ont permis un début de prise de conscience sur la nécessité de l'unité et de la solidarité de classe. Depuis, chaque conflit devient de plus en plus l'affaire de toute la classe ouvrière toulousaine.

dans les sections syndicales. l'esprit de solidarité par des collectes, les participations aux manifestations et meetings des boîtes en lutte.

Ce sont les sections syndicales où se trouvent des militants du parti qui sont à la pointe de la solidarité financière et politique.

La présence d'une cellule du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) dans une entreprise comme Mas (600 ouvrières de la confection par exemple), favorise beaucoup la mobilisation des ouvriers par le respect et l'impulsion de l'esprit d'initiative des ouvriers et leur prise en main des décisions. Une des luttes que l'on peut citer en exemple est la grève générale de 13 jours dans le bâtiment qui a abouti, en mars 1976, à 10 % d'augmentation grâce à l'unité, la constitution de piquets de grève, la popularisation large.

Il y a cependant un point noir sur lequel les marxistes-léninistes de Toulouse ont décidé de porter maintenant leurs efforts : celui de l'alliance fondamentale entre la classe ouvrière et les paysans pauvres, nombreux dans la région, alliance qu'il est nécessaire de développer en particulier à l'occasion de luttes ouvrières et paysannes.



Le journal local des communistes marxistes-léninistes.

LE PCMLF DANS LES LUTTES OUVRIÈRES

Qu'ils soient présents ou non dans les entreprises en lutte, les marxistes-léninistes font tous leurs efforts pour développer l'unité de la classe ouvrière pour arriver à la victoire dans ces luttes.

Pour cela, ils interviennent politiquement pour dénoncer les ennemis, aussi bien le patronat, l'État capitaliste que les dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT et les dirigeants réformistes du PS et de la CFDT, ainsi que pour inciter à l'unité la plus large avec les amis (ouvriers, paysans, intellectuels révolutionnaires, employés).

Ils interviennent pour montrer quelle voie il faut prendre pour abattre le système capitaliste.

Depuis 1975, époque de la grève de Badin, qui dura cinq mois, les marxistes-léninistes ont développé,

LES FORCES POLITIQUES

La tradition radicale et social-démocrate est dominante dans la région depuis longtemps. Cette domination a reculé avec l'avènement du gaullisme en 1958. Depuis, celui-ci a vu ses positions considérablement affaiblies (l'élimination politique de Sanguinetti à Toulouse en témoigne).

du PS reflète l'importance de la petite bourgeoisie dans la région.

LES RADICAUX DE GAUCHE

Ils sont surtout influents par le journal local « La dépêche du Midi » qui règne sur le marché régional.

LE RPR

L'organisation gaulliste s'appuyait essentiellement sur le milieu et les barbouzes qui composaient le SAC. Celui-ci a été compromis dans plusieurs mauvais coups dont le meurtre du journaliste du journal « Le Meilleur », Trouvé.

Les gaullistes ont représenté une force du temps du règne de De Gaulle. Leur ex-leader, Sanguinetti, est complètement déconsidéré politiquement à Toulouse.

LE PR

Il tient la mairie de Toulouse avec Baudis, le maire. Ce centriste soutenu par la droite est président de la Commission des comptes à l'Assemblée na-

tionale. Un autre notable de ce parti, à Toulouse, est Cavailé, secrétaire d'État aux Transports.

LE PCF

Il stagne. Il bénéficie de 20 % des voix aux élections. Il est présent dans les conseils généraux grâce à l'Union de la gauche. Il a peu d'influence, bien qu'il soit implanté dans les entreprises nationalisées et publics qui font partie du

secteur monopoliste d'État (SNIAS, EDF-GDF-APC), proches à la bureaucratie et où l'aristocratie ouvrière est nombreuse. Par contre, il est faible dans le secteur privé (confection, bâtiment).

Doumeng, membre du PCF, est un prototype du capitaliste révisionniste (voir encadré).

La direction du PCF a parachuté, à Toulouse, Piquet, secrétaire du Comité central du PCF.

Les candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

Depuis 1966-67, les deux candidats ont eu une part importante dans l'édification locale des forces marxistes-léninistes, en particulier par le ralliement du groupe local de l'UJCMML en septembre 1968.

Cécile Desachy

Cécile Desachy, fille d'instituteurs, 30 ans, mariée, mère de deux enfants. Elle travaille comme ouvrière à Motorola. Elle est syndicaliste. Elle a, à ce titre joué un rôle primordial dans la création et l'édification d'une section syndicale sur une base de lutte «classe contre classe». Auparavant, elle avait été écartée de la CGT où elle était déléguée syndicale et où elle appartenait au conseil syndical.

Elle est militante marxiste-léniniste depuis 1967. Elle a participé aux grandes manifestations de soutien à la lutte du peuple vietnamien qui avaient lieu à cette époque. Elle a par-

ticipé en tant que marxiste-léniniste au mouvement de Mai 68 à Toulouse.

Claude Mattiussi

Claude Mattiussi, suppléant, instituteur spécialisé en classe de pré-apprentissage. Fils de travailleurs immigrés italiens, sympathisant communiste ayant fui le fascisme de Mussolini.

Des 1962, sympathisant actif de la JC au cercle de l'École normale d'instituteurs de Toulouse, il adhère et milite à l'UEC en 1964 et participe à la critique des thèses krouchtchéviennes.

Il rompt avec le révisionnisme après la résolution du Comité central d'Argenteuil sur les ques-



Les candidats

tions culturelles (thèses de Garaudy). En 1966, et lors du déclenchement, la même année, de la révolution culturelle en Chine.

En novembre 1966, il est exclu de l'UEC comme «pro-chinois», et rallie l'UJC (ml).

Tout au début de 1968, il est président de la fédération des résidences universitaires de France qui

organisera en mars 68 des luttes importantes dans les cités universitaires. Il participe activement à Mai 68.

C'est un militant communiste actif sur le front des luttes populaires et ouvrières surtout. C'est à son initiative que les premières forces marxistes-léninistes à Toulouse ont été organisées et ont commencé un travail de liaison avec la classe ouvrière.

Un milliardaire nommé Doumeng

On connaît beaucoup de choses sur ce patron réactionnaire du PCF. Nous rappellerons que l'étoile politique de Doumeng devient de plus en plus pâle.

Rappelons que le 31 décembre 1975, au cours d'une journée d'action des viticulteurs, plusieurs cars venant de l'Aude et des Corbières, au lieu de se diriger vers Narbonne, bifurquèrent vers Toulouse. Plusieurs dizaines de viticulteurs se rendirent à la SICAV de Doumeng qu'ils saccagèrent. Cette opération marque le début du déclin politique de Doumeng.

Le procès qu'il perdit contre un de nos camarades qui avait travaillé chez lui, et qu'il avait faussement accusé d'être l'auteur du sabotage, l'enfonça un peu plus.

De plus en plus, les méthodes du réactionnaire Doumeng sont largement connues par les ouvriers et les petits paysans. Lors de dernières élections, il a mordu deux fois la poussière. En particulier, il n'est plus maire de Noé.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Paris meeting du 27 janvier
Genevilliers (Hauts de Seine)

Le flambeau est repris

Voici de larges extraits de l'intervention du camarade Jean Louis Raboutet, syndicaliste aux Câbles de Lyon de Clichy. Il est le candidat de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne dans la circonscription de Genevilliers-Villeneuve.

Dans le cadre de ce meeting, nous nous limiterons bien sûr à quelques aspects de notre intervention dans la bataille politique actuelle dans la circonscription de Villeneuve-Gennevilliers dont le député sortant Waldeck-Lhuillier est membre du PCF. La municipalité de Villeneuve est tenue par un soi-disant «intérêt local», un dénommé Prévost portant bien son nom. Prévost de toute la bourgeoisie du coin, qu'elle se situe à droite ou à l'extrême droite, tire un maximum de profits de cette ville qui n'est même pas un bon dortoir, profits tirés par le biais des constructions, des contrats de gestion, d'entretien des différentes cités ou sont parquées les familles de travailleurs des usines et chan-

tiers des environs : Genevilliers, Clichy, Saint-Denis, etc.

Un tel monsieur et son équipe, dans la plus pure tradition capitaliste, servent de «faire-valoir» à la gestion municipale tout aussi capitaliste des faux communistes de Genevilliers. Les bulletins municipaux de la municipalité de Genevilliers font toujours la comparaison entre leurs réalisations sociales et celles de Villeneuve. Ils n'ont pas de mal à montrer que le bilan est plus positif et bon nombre de travailleurs se font prendre à cette argumentation, cela parce qu'ils sont attachés, comme nous-mêmes à toute amélioration de leur sort, aussi légère soit-elle.

Des gestionnaires capitalistes ...

La propagande effrénée des révisionnistes sur ce thème vise à cantonner le choix des travailleurs entre «pire» et «moins pire», «cimetière ou hôpital». Nous communistes, refusons ce choix.

Le petit «mieux» des révisionnistes vise à acheter les voix des électeurs. Si l'on écoute les œillères que cette propagande tend à nous mettre sur les yeux, nous nous apercevons que ce qu'ils font aujourd'hui ne fait que mieux révéler ce qu'ils feront demain s'ils ont plus de pouvoir, ou bien tout le pouvoir.

En tant que gestionnaires des municipalités, nos révisionnistes sont des gérants loyaux du capitalisme. Ils ne transgressent surtout pas les lois bourgeoises, sur les impôts et autres. Leur tapage et leurs protestations d'élus ne sont que des aboiements de petits roquets contre le préfet, chien de garde de l'État capitaliste qui les surveille.

En tant que patrons des services municipaux, ils imposent l'austérité, ils diminuent les effectifs : pas de remplacement des manquants, suppression des moniteurs dans les cantines scolaires, etc. Et les employés municipaux sont pris au piège pour revendiquer, car les dirigeants de leur syn-

dicat sont aussi des émules révisionnistes. Des cédétistes, à Genevilliers, sont obligés de se cacher au sein des services municipaux tant qu'ils ne sont pas assez forts.

Mais ça craque.

Il devient de plus en plus clair que pour nos révisionnistes, le mot communiste ne sert plus que de feuille de vigne à leur vertu tout à fait capitaliste.

Donnons-en un exemple flagrant. Alors qu'ils font de grandes déclarations sur nos frères immigrés, alors que Lanterrier, maire de Genevilliers, donne du frère tous azimuts lors des grèves, ils se soumettent aux ordres du préfet et du ministre sur le «seuil de tolérance des travailleurs immigrés dans les HLM». Oui, cette théorie raciste est appliquée par nos révisionnistes, ils ont simplement «toléré» 3 % de plus. Ainsi, nos frères de classe ne trouvent pas à loger leurs familles. Par contre, les flics, en plus d'un commissariat dans la nouvelle mairie, obtiennent très facilement des appartements dans les cités HLM. Là, pas question pour nos révisionnistes de seuil de tolérance des flics dans nos quartiers ouvriers. Qu'est-ce que cela, sinon des agissements servant en tout point le capitalisme ?

qui rivalisent ...

Mais se contentent-ils de servir ? Non, ils rivalisent. Le même Lanterrier, qui est aussi candidat suppléant du PCF, parle d'une nouvelle étape dans l'histoire de notre ville. Vous avez déjà compris que cette nouvelle étape ce n'est pas le socialisme. En effet, il s'agit de l'ouverture du centre administratif et commercial qui fera de Genevilliers, je cite : «une ville moderne et humaine dotée des équipements collectifs et services publics à la mesure des exigences de notre époque».

Ainsi le bâtiment du PCF de la place Colonel Fabien a son petit frère de 19 étages à Genevilliers. Nos révisionnistes ne peuvent pas encore faire mieux que la Défense, mais ça viendra. En bons parvenus qu'ils sont, ils ne peuvent que singer les capitalistes. Ceux qui ont l'occasion de passer par chez nous et de voir la grimace de 19 étages ne sont pas déçus. Mais cela n'est qu'un détail.

Marchais qui vient inaugurer, le 10 février, le centre administratif, pourra contrôler que les exigences de notre époque ont bien été respectées puisqu'il y a enfin un commissariat, et qui plus est, placé tout à côté de la poste centrale.

Les postiers de Genevilliers apprécieront les bienfaits de cette architecture moderne.

Cette tour est une insulte à la grande majorité de la population de Genevilliers, presque exclusivement composée de travail-

leurs et de travailleuses. Elle étale le luxe des parvenus, alors que les constructions de HLM ont cessé depuis 1973, alors que des cités sont sous-équipées, alors que la cité du port de Genevilliers ne possède même pas un seul magasin et que c'est par un chemin boueux qu'on peut la rejoindre depuis le bus, alors que des travailleurs immigrés sont entassés dans les hôtels, que les enfants, nombreux, en sont encore réduits à jouer sur les trottoirs ou dans les bacs à sable pollués.

Insulte aussi parce qu'il n'existe que très peu de salles pour que la population, et plus particulièrement les femmes au foyer, puissent se retrouver. En plus, ces salles sont monopolisées par la municipalité, c'est-à-dire par le PCF.

Construire de tels édifices, c'est voir le monde d'un point de vue de gens qui s'installent de plus en plus dans le capitalisme. C'est faire passer son bien-être de bons gestionnaires avant le bien-être du peuple ; c'est en fin de compte écraser le peuple pour se hisser au pouvoir.

Mais Genevilliers, ce n'est pas seulement les logements et la cité gérée par le PCF.

A la différence de Villeneuve, c'est aussi une concentration ouvrière dans les usines : Chausson, la Général Motors, SNECMA, Delachaux, Carbone-Lorraine, et beaucoup d'autres. C'est aussi le port de Paris.



Les travailleurs des Câbles-de-Lyon (en assemblée générale) pendant l'occupation de leur usine, en juin et juillet 1975.

usurpant un passé glorieux.

Les fortes concentrations ouvrières qui se sont développées au début du siècle, et plus particulièrement après 1918, ont donné à Genevilliers un glorieux passé de luttes. Gloire conquise par une classe ouvrière toujours internationale. Citons quelques hommes :

- Jean Grandel, dont une cellule du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) porte le nom, dirigeant de la Fédération des postiers CGTU, premier maire communiste de Genevilliers en 1935, assume ses fonctions de maire tout en étant dans les Brigades internationales, responsable de toute la poste de l'armée républicaine espagnole.

- Manouchian dont le comité de parti du PCMLF porte le nom, symbole de l'internationalisme, connaissait la classe ouvrière de Genevilliers pour avoir travaillé chez Chausson.

- Thimbaud, dont nous espérons qu'une cellule du PCMLF portera bientôt le nom dans notre coin ; secrétaire de la Fédération des Métaux de la CGTU, dirigeant de la grève de Citroën, en 1933. Il mène une action syndicale à Genevilliers avant d'être obligé de devenir employé municipal.

Tous les trois ont été fusillés par les nazis.

Si de tels hommes ont pu exister et sont entrés dans l'histoire glorieuse de la classe ouvrière, c'est que beaucoup dont les noms sont restés dans l'anonymat, ont combattu classe contre classe.

(...) Les révisionnistes se présentent comme les continuateurs de ces hommes. Mais en vérité, qu'y a-t-il de commun entre ce passé et ceux qui, aujourd'hui, l'usurpent ? Rien !

Ce que les bonzes révisionnistes tirent comme leçon du mouvement révolutionnaire et du passé leur sert à mieux réprimer la montée révolutionnaire, à mieux dévoyer les mouvements de lutte, à mieux encadrer la classe ouvrière, mieux que ne peut le faire le capitaliste traditionnel (...)

Notre agitation-propagande dans la bataille actuelle ne se bornera pas à la dénonciation des révisionnistes, mais elle comportera des propositions précises d'or-

ganisation. Les travailleuses et les travailleurs seront alors de plus en plus nombreux à reprendre confiance et à comprendre qu'on n'arrête pas les assauts du capitalisme, comme ceux de la crise d'aujourd'hui, avec des tours de dix-neuf étages, ni avec des gens formés à la politesse autour des tables de négociation.

La dégénérescence du PCF, sa trahison et son passage total dans le camp bourgeois ont été plus particulièrement durs, à Genevilliers, pour toute une génération.

Mais camarades, le flambeau est repris. Et c'est avec enthousiasme que nous envisageons de nouveau la possibilité de retrouver la classe ouvrière internationale de Genevilliers à l'aise dans ces luttes, n'hésitant pas à condamner résolument ses anciens chefs, réapprenant ce que veut dire le mot communiste, ce que signifie pour tous les exploités un véritable parti communiste.

Le camarade Jean-Louis Raboutet pendant son intervention.



LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

LES PARTIS ET LES SYNDICATS

Le RPR veut s'implanter dans les entreprises. Dans ce but, il a créé une officine, l'AOP (action ouvrière professionnelle) et il soutient la mise en place du syndicat patronal CFT rebaptisé aujourd'hui CSL (confédération des syndicats libres) comme si le changement de sigle modifiait leur nature de truands du patronat.

Le PS manœuvre au sein de FO, de la FEN, de la CFDT et aussi de la CGT.

Le PCF voudrait bien enrayer l'hémorragie de militants ouvriers qui sévit dans ses rangs. Il accentue sa tutelle bureaucratique sur la CGT, fait des avances autogestionnaires à la CFDT et envoie sa fraction « Unité et action », toujours minoritaire, à la conquête du pouvoir dans la FEN.

Quant aux milieux centristes, issus du vieux MRP catholique et conservateur, ils continuent d'inspirer les dirigeants de la CFTC.

C'est dire l'intérêt que les partis bourgeois de tout bord portent au mouvement syndical, à la classe ouvrière. Cette attention n'est pas autre chose que celle d'exploiteurs à l'égard des exploités. Classe périmée condamnée par l'histoire, la bourgeoisie s'accroche des griffes et des ongles à son pouvoir, elle utilise aussi la tromperie et la ruse pour retarder le jour fatal où les prolétaires debout se feront les fossoyeurs de ce vieux monde de l'exploitation.

Que le mouvement syndical piétine à la remorque de la bourgeoisie, ou qu'il s'affranchisse de la tutelle des partis bourgeois pour devenir un instrument efficace du combat pour l'émancipation des travailleurs, voilà une question décisive de la lutte de classe. Une question qui intéresse tous partis bourgeois, mais aussi et surtout le parti du prolétariat.

Un des enjeux non négligeable des élections de 1978, c'est justement pour la bourgeoisie de savoir quel parti sera le mieux capable de préserver les profits tout en empêchant la riposte de la classe ouvrière.

Les partis du Programme commun ont d'ailleurs transformé leur prétendue capacité à assurer la « paix sociale » en argument électoral pour gagner les voix du patronat.

Encadrer la classe ouvrière en détournant les syndicats de leur but de classe, les partis bourgeois sont très actifs dans cette besogne, tous s'y emploient, ce sont les procédés qui varient.

Le moyen le plus ouvert, c'est la répression. L'exemple le plus sinistre en est donné par la CFT. Cette organisation fasciste qui n'a rien de commun avec un syndicat ouvrier a été portée sur les fonts baptismaux par plusieurs sous-ministres, députés et autres, aujourd'hui apparentés au PR ou au RPR. Griotteray en particulier, du temps qu'il était secrétaire d'État, se fit l'avocat privilégié de cette CFT qu'aucun gouvernement, à ce jour, n'a osé considérer comme un syndicat représentatif. D'autre part, le SAC, appendice para-policière des partis gaullistes, travaille dans l'ombre en collaboration étroite avec cette CFT. Agresser les militants, faire régner la terreur dans les ateliers, empêcher par la force tout essor d'un syndicalisme de classe, telle

est l'activité de ce syndicat patronal. Activité antiouvrière, liée à des noms comme Citroën ou Simca.

Ici, il faut noter que le syndicat FO, dirigé par le socialiste Bergeron, sert de plus en plus souvent de couverture à des activités identiques (comme à Pujaut, voir HR No 815).

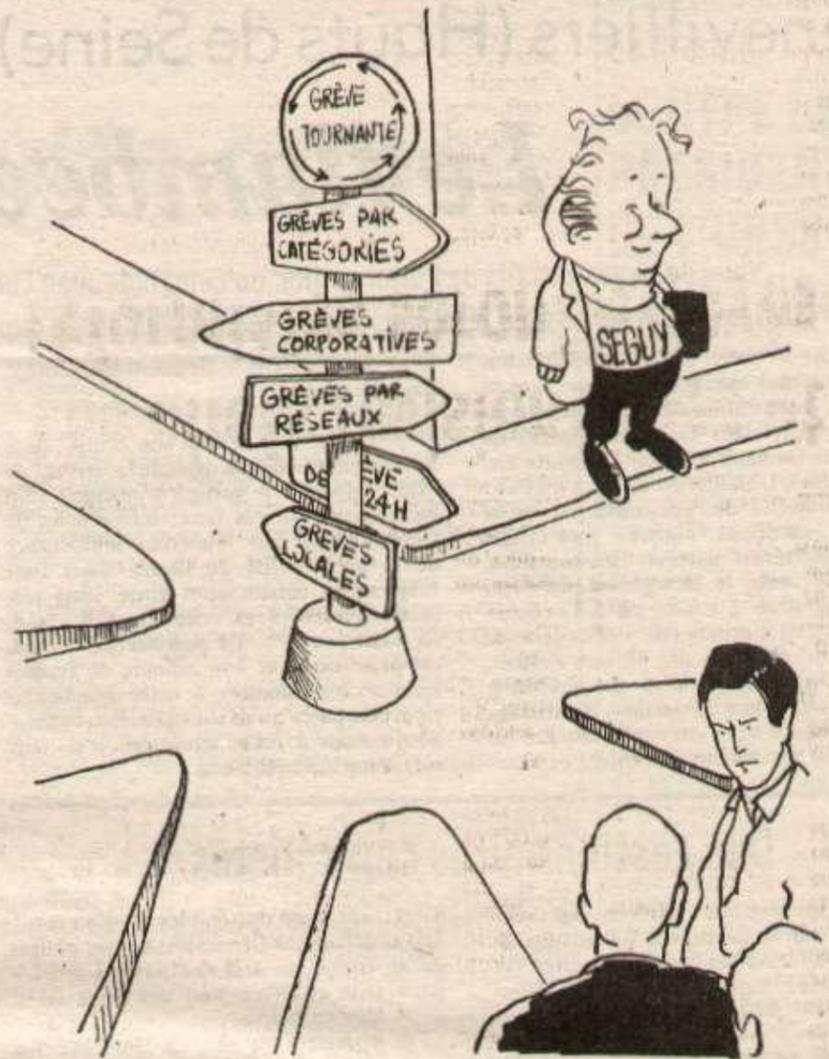
S'opposer ouvertement et par la force au syndicat, c'est une des méthodes ; mais la plus courante, la plus insidieuse, celle pratiquée à grande échelle sous l'égide du PS et du PCF, c'est de transformer les organisations de lutte de classe en organisations pratiquant la collaboration de classe.

L'expérience des années récentes, au cours desquelles ces partis ont imposé le mot d'ordre de démobilisation et de défaite : « Union, action, Programme commun » est significative.

Ce sont bien les partis qui ont fait pénétrer ce mot d'ordre (aujourd'hui dérisoire depuis la rupture) dans le mouvement syndical. Le PCF, qui tient dans ses mains la direction confédérale de la CGT, l'a imposé de manière autoritaire et bureaucratique, mais aussi en mobilisant tout son arsenal de propagande pour propager les illusions que ça changera avec la gauche au pouvoir.

Le PS, qui n'était rien, il y a quelques années, dispose de solides positions au sein de FO. D'ailleurs, la SFIO de l'époque ne fut pas pour rien dans la scission organisée au sein de la CGT et

LA TACTIQUE DE SEGUY



qui donna le jour à la CGT-Force ouvrière. Mais, c'est en direction de la CFDT, que le PS a surtout mené son offensive ces dernières années.

Il a pris des initiatives, telle la convocation des Assises du socialisme en 1974, qui visaient presque ouvertement à s'annexer la CFDT.

Il est vrai que les technocrates du PS, formés aux méthodes capitalistes du management, n'ont pas vu la grossièreté de la manœuvre qui a suscité un tollé chez les syndicalistes et donné corps à une méfiance bien légitime à l'égard de ce parti bourgeois.

Le PCF et le PS savent utiliser toutes les possibilités d'intégration offertes par le système pour développer les syndicats. Faire l'apologie des organismes paritaires, - syndicat-patronat - commissions de toutes sortes, comités d'entreprise, etc., prôner la négociation-capitulation comme celle à grande échelle qu'ils patronnèrent à Grenelle en 1968, tel est le fond de

leur propagande.

Dans certains cas, ils ont à ce point détourné les syndicats de la lutte de classe que ce sont les élus de gauche, bardés de tricolore, qui sont présentés comme les héros des luttes ouvrières.

Le PCF et le PS, non contents de propager la collaboration de classe au profit du maintien de l'exploitation, essaient d'utiliser les syndicats, et avec eux la masse des travailleurs, comme d'un moyen favorisant leur accession au pouvoir, à la gestion des affaires capitalistes.

De manière manifeste, depuis la rupture de l'Union de la gauche, PCF et PS intriguent dans les syndicats pour les utiliser dans leur rivalité.

Seguy, secrétaire général de la CGT, Maire de la CFDT, et récemment Henry de la FEN jouent de plus en plus ouvertement le rôle d'homme-lige de l'un ou l'autre parti au sein du mouvement syndical.

Les chefs révisionnistes et réformistes seront balayés

Que la classe ouvrière prenne en main ses propres affaires. Que dans les luttes d'aujourd'hui, au sein des syndicats dirigés par les révisionnistes et les réformistes, les travailleurs édifient un mouvement syndical indépendant des partis bourgeois. Tel est l'appel que lancent les marxistes-léninistes.

La classe ouvrière de France possède un riche passé, c'est celui du syndicalisme révolutionnaire s'opposant à la trahison en 14-18 des chefs de la CGT. C'est la CGTU qui s'en tint au juste mot d'ordre de lutte de classe contre classe. C'est la CGT réunifiée dans la lutte antifasciste et dirigeant les grandes grèves de l'après-guerre. Finalement, la domination des partis bourgeois, révisionnistes et réformistes sur le mouvement syndical, déjà ébranlée, sera

balayée. Des aujourd'hui les craquements sont nombreux. Les travailleurs, les syndicalistes discernent de plus en plus le véritable visage de politiciens arrivistes, de diviseurs des chefs révisionnistes et réformistes. Leurs manipulations et leurs pratiques antidémocratiques sont largement dénoncées. Leurs pratiques de récupération et de sabotage des luttes sont combattues.

Dans la lutte classe contre classe se forge une nouvelle unité de toute la classe ouvrière. De nouvelles méthodes de luttes, efficaces contre le patronat apparaissent. De nouveaux dirigeants fidèles à leur classe surgissent. L'œuvre de générations d'ouvriers révolutionnaires, de Monmousseau, de Thimbaud, de Sémard sera poursuivie. Le syndicat sera de nouveau une arme pour la révolution.



**C. F. T.
CREVE
SALOPE**

Dessin extrait de la brochure « Citroën, bague capitaliste. De la révolte à la lutte organisée ».